

**GROUPE CONSULTATIF SUR LE SENEGAL
PARIS 24 FEVRIER
ALLOCUTION DE M. MAKHTAR DIOP – VICE-PRESIDENT DE LA BANQUE
MONDIALE POUR LA REGION AFRIQUE**

Excellence Monsieur Le Président de la République du Sénégal
Madame le Ministre, représentant le Gouvernement français
Mesdames, Messieurs les ministres,
Chers Collègues
Mesdames, Messieurs
Monsieur le Président,

Je voudrais tout d'abord, vous exprimer au nom du Président du groupe de la Banque mondiale, nos remerciements pour avoir choisi nos bureaux de Paris pour le *septième* Groupe consultatif auquel le Sénégal a invité ses partenaires - tant publics que privés. A ses yeux, ce choix - très symbolique - traduit l'excellence du partenariat entre le Sénégal et le Groupe de la Banque mondiale.

Monsieur le président

La croissance durable est au cœur des enjeux. Dans de nombreux pays, l'on célèbre des taux de croissance forts fondés sur l'exploitation des ressources naturelles. On en arrive ainsi presque à faire un lien mécanique entre un fort taux de croissance et l'exploitation de ces ressources. Ce faisant, on en oublie presque que les richesses naturelles ne sont nullement une condition sine qua none d'obtention de taux de croissance durable ; Singapour et la Corée du Sud le démontrent.

Je rappelle ce fait pour souligner la nécessité pour le Sénégal de se mettre sur la trajectoire d'une croissance fondée sur l'absence d'abondantes ressources naturelles malgré les quelques découvertes annoncées d'or ou de zircon. En effet, le Sénégal a des avantages comparatifs qui, dans d'autres pays, ont produit des effets positifs durables. Un capital humain de qualité, une stabilité politique, de fortes institutions, une capacité de sélection, une bonne gouvernance, une ouverture sur le reste du monde et une grande capacité d'adaptation et de mise en œuvre des politiques économiques sont les caractéristiques des pays qui ont réussi cette transition vers l'émergence.

Le capital humain est depuis longtemps la principale ressource du Sénégal. Ce capital humain, *Mesdames, Messieurs*, doit demeurer le socle sur lequel bâtir la croissance, en sus du renforcement des institutions pour que celles-ci soient fortes et enracinées dans un temps long. Nous devons donc nous féliciter des efforts que le Sénégal fait pour son secteur éducatif.

Depuis des années, la Banque mondiale et d'autres partenaires appuient le gouvernement du Sénégal pour renforcer son secteur éducatif. En outre, le Groupe de la Banque Mondiale a opéré un retour en force dans le secteur de l'Enseignement supérieur ; les performances dans le secondaire et le primaire exigent en effet un enseignement supérieur de qualité et tous les espoirs sont permis. Permettez-moi de prendre un exemple pour illustrer cet optimisme : le Centre Africain en Mathématiques, Informatique et Technologie de l'Information et de la Communication de l'Université Gaston Berger de St-Louis qui vise à créer les conditions pour une recherche de qualité en mathématiques appliquées et en TIC. Egalement, permettez moi de souligner les réformes que vous vous préparez à lancer dans l'enseignement

secondaire visant en particulier à adopter le curriculum et cursus scolaires adaptés aux réalités du monde actuel. Ces réformes dans le domaine de l'éducation devront être soutenues car elles constituent l'élément fondamental d'une économie de services.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs

La construction de ces institutions fortes et durables et l'émergence d'une ressource humaine de fortes capacités, vont de pair avec une exigence de redevabilité et de réduction des inégalités. La marginalisation d'une frange de la population qui ne bénéficie pas d'un partage équitable des richesses est une menace à ne pas ignorer. A ce titre, nous saluons le Plan Sénégal Emergent qui nous semble être un instrument stratégique de réductions des inégalités. Rappelons qu'avant ce plan, vos partenaires ont unanimement salué l'extension de la protection sociale provenant de la distribution de bourses familiales mais aussi de la Couverture maladie universelle qui sont des innovations que le Sénégal met en œuvre dans le cadre africain.

Ces efforts, salutaires, ne sont cependant pas suffisants car il faut une croissance dans des secteurs créateurs d'emploi, y compris dans le secteur informel. *Jobs, jobs, jobs* peut être le credo de toute politique orientée vers une prospérité partagée.

Il est heureux de constater que les politiques publiques se réorientent vers le développement du secteur agricole aux travers de l'amélioration de la gestion foncière et de l'irrigation. C'est dans l'agriculture que résident, au moins pour le moment, un des plus gros gisements de créations d'emploi et de réductions de la pauvreté. Nous ne relâcherons donc pas nos efforts pour accompagner ce secteur, d'autant qu'il est un des piliers du Plan Sénégal Emergent. Nous sommes aussi convaincus qu'il faut encore augmenter de façon significative les ressources allouées au secteur agricole. En particulier, il est nécessaire d'améliorer le financement de l'agriculture en améliorant le cadre réglementaire, en assainissant les institutions financières du secteur, et en appuyant le développement d'institutions leaders qui auront un effet d'entraînement.

Dans cette logique de création d'emplois, je ne peux manquer de souligner la nécessité de relancer le secteur manufacturier. C'est d'autant plus urgent que vous ancrez, Monsieur le Président, le Sénégal dans une dynamique régionale porteuse de croissance dans ce secteur avec, notamment, les nouvelles connexions ferroviaires prévues en direction du Mali et le projet Banda sur l'énergie avec la Mauritanie.

La position géographique favorable du Sénégal, notamment par rapport à l'Europe, est un avantage. Pour en bénéficier en totalité, les infrastructures doivent être renforcées et les procédures pour le mouvement des biens et services, simplifiées. Le Sénégal a déjà mis en œuvre des Partenariats-Public-Privé qui ont sans conteste eu des effets sur la croissance et a mis en place ce mois-ci une nouvelle loi cadre - dite CET - facilitant ces opérations ; vous pouvez compter sur l'appui du Groupe de la Banque mondiale pour vous accompagner.

Tout ce potentiel, ne peut cependant se réaliser sans un environnement des affaires compétitif. Nous espérons que les indicateurs relatifs au climat des affaires seront nettement améliorés avec la mise en œuvre immédiate des décisions issues du Conseil Présidentiel de l'Investissement de 2012 pour un nouveau Programme de Réformes de l'Environnement des Affaires et de la Compétitivité dans les deux prochaines années.

Pour atteindre les objectifs du Plan Sénégal Emergent, il sera essentiel que le cout des facteurs de production soit alignes a ceux des pays concurrents. La Banque Mondiale appuiera le Gouvernement dans la mise en œuvre d'une politique énergétique bien planifiée, privilégiant des couts de production nettement en baisse. Cette stratégie nécessitera une recherche active de solutions régionales avec les pays voisins que sont la Mauritanie et la Guinée. Nous sommes encore une fois encourages par la signature prochaine du projet de Banda qui constitue un exemple de projet innovant incluant le secteur privé, les pays de la sous-région et visant une transformation locale des ressources naturelles du continent. La Banque Mondiale accompagnera la Guinée dans ses projets de Keleta et Souapiti. Une solution africaine a un défi africain !

L'urbanisation accélérée du continent africain et du Sénégal offre des opportunités accélérées de transfert de technologie et mène à la création de nouveaux marchés plus sophistiqués avec des consommateurs encore plus exigeants. En ce domaine, l'habitat social est un outil important qui combine un appui direct aux populations démunies et la création d'emploi lors des programmes de construction. Là également, le renforcement institutionnel et financier des institutions spécialisées sera une condition pour la relance de ce secteur.

De façon plus générale, nous encouragerons les solutions visant à une utilisation intensive du facteur travail dans la construction des infrastructures. A titre d'exemple, les projets de construction des routes pavées financés par la Banque Mondiale en Amérique Centrale ont en effet eu un impact positif sur l'emploi.

Mesdames, Messieurs

Le Sénégal a déjà démontré de fortes capacités d'innovations qui lui ont permis de mener des politiques réussies dans les secteurs des infrastructures (autoroute à péage) ou dans le secteur de la nutrition. Notre pari pour le futur est de la renforcer. Et gagner ce pari exigera :

1. Un effort tout particulier axe sur les résultats et sur la mise en œuvre (implementation) ;
2. Une adaptation constante à un environnement extérieur en rapide mutation ;
- 3) Une utilisation la plus efficiente possible des ressources mobilisées, notamment dans le cadre de ce Groupe consultatif car c'est seulement ainsi que vous serez assuré, si vous me permettez l'expression, d'en avoir pour votre argent - le fameux « Value for Money » - et ceci rassurera l'ensemble de vos partenaires aussi bien publics que privés et j'ajoute aussi la société civile sénégalais dont je salue la mobilisation croissante pour veiller à la mise en œuvre effective des politiques publiques favorables à la réduction des inégalités.

Au nom du Groupe de la Banque mondiale, je voudrais réitérer notre engagement à continuer notre partenariat à travers l'appui au programme d'investissement public mais aussi dans la mobilisation du secteur privé. Mon collègue Jean-Philippe Prospère vous indiquera sans doute demain les axes qui permettront à la SFI de mieux soutenir le secteur privé sénégalais.

Je puis vous assurer que votre volonté de mettre l'accent sur la mise en œuvre résolue et le suivi mise en évidence par ce Plan Sénégal Emergent et par la création d'un Service Delivery Unit est en phase avec les orientations introduites par le Président du Groupe de la Banque mondiale Jim Yong Kim.

Je souhaite un éclatant succès à cette réunion et vous remercie pour votre aimable attention.

Merci